



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

INFO ÉCONOMIQUE

I /2016

05.04.2016

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : *Au cours des derniers mois, les incertitudes quant à l'évolution future de la conjoncture mondiale ont grandi, en particulier suite au ralentissement des économies chinoise et brésilienne. Aux Etats-Unis, la dernière enquête auprès des entreprises n'était pas encourageante, mais le moindre optimisme n'est certainement que passager. La plupart des indicateurs évoluent toujours à de bons niveaux. Dans l'UE, les indicateurs donnent plutôt une image positive de l'évolution à venir. L'économie suisse, quant à elle, souffre de la force du franc. Le chômage est à la hausse et continuera à augmenter alors qu'une inflation négative n'est pas sans danger. Un franc trop fort pénalise une très grande partie de l'industrie d'exportation, mais aussi l'activité touristique en Suisse. Quant aux secteurs de l'économie intérieure, la force du franc pèse sur les activités de commerce de détail en stimulant le tourisme d'achat à l'étranger. Dans la construction, les indicateurs avaient plutôt été orientés à la baisse, depuis un certain temps et indépendamment des variations du franc. La situation montre des signes de stabilisation.*

Wirtschaftsinfo I/2016

1. Une aggravation persistante du chômage et du renchérissement négatif à prévoir.....	3
1.1. Malgré certaines incertitudes, les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont intactes.....	3
1.2. PIB par habitant à la baisse, chômage en hausse	6
1.3. Si le franc ne baisse pas, le chômage continuera de croître et le renchérissement sera négatif	9
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	11
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	11
2.2. Évolution des exportations de marchandises	12
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	16
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur	18
3.1. Le commerce de détail	18
3.2. Le secteur de la construction	19

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

Une aggravation persistante du chômage et du renchérissement négatif à prévoir

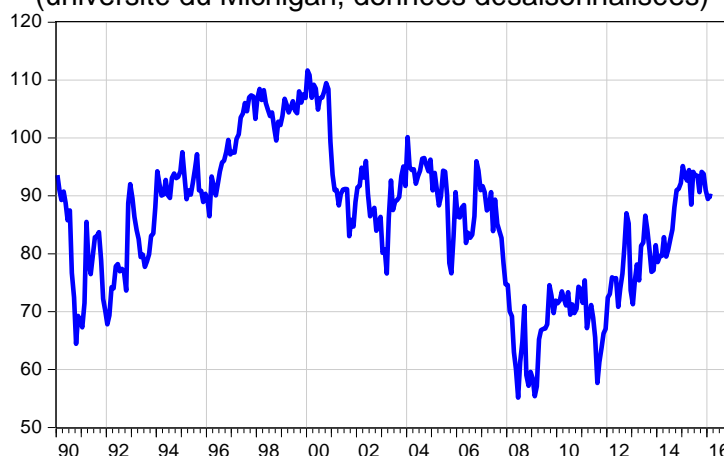
1.1. Malgré certaines incertitudes, les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont intactes

Les incertitudes sur l'évolution future de la conjoncture mondiale se sont accentuées ces derniers mois. En effet, les résultats des sondages dans les entreprises aux Etats-Unis, qui ont été moins bons que fin 2015, ainsi que le marasme économique dans les pays émergents d'Asie (la Chine entre autres) et d'Amérique du Sud (le Brésil en particulier) sont préoccupants. Les organismes internationaux du FMI et de l'OCDE ont légèrement révisé à la baisse leurs prévisions de croissance de l'économie mondiale. L'OCDE a par exemple ramené sa prévision de 3,3% à 3%. Dans la comparaison historique, cette croissance est modérée.

Concernant les Etats-Unis, le tableau résultant des sondages des entreprises est sans doute trop pessimiste, ce qui pourrait s'expliquer par les fortes chutes de neige sur la côte Est au mois de février, qui avaient temporairement affecté les ventes des entreprises. Ce phénomène a sans doute aussi contribué à abaisser temporairement le degré d'exploitation des capacités. Quand on interroge les ménages privés, la confiance des consommateurs demeure bonne dans la comparaison historique (graphique 1.1.1.). L'activité de construction, indicateur important de l'état de l'économie intérieure, demeure à la hausse. Avec 4,9%, le taux de chômage est faible pour les conditions américaines mais le chômage effectif ne doit pas être sous-estimé. En février 2016, le taux d'inactifs était de l'ordre de 60%, donc sensiblement inférieur à la moyenne des années 1990 à 2015 qui atteignait environ 62%.

Dans l'Union Européenne, les indicateurs conjoncturels dépeignent un tableau plus positif. Les indices des acheteurs dépassent par exemple le seuil de 50 qui indique une croissance du PIB (graphique 1.1.2). Le chômage diminue (graphique 1.1.3), ce qui se traduit par un supplément de pouvoir d'achat. Les capacités des entreprises sont exploitées de façon à peu près moyenne (graphique 1.1.4), ce qui incite les entreprises à consentir leurs investissements de remplacement et certains investissements d'extension sporadiques. Dans la comparaison historique, l'activité de construction est loin d'être extraordinaire (graphique 1.1.5). Elle est toutefois repartie à la hausse récemment, ce qui peut être interprété comme un signal conjoncturel encourageant. Les différences entre les États de l'UE demeurent considérables. L'Allemagne connaît une expansion modérée (1,3% au 4ème trimestre 2015 par rapport à la même période de l'année précédente). En Espagne, la conjoncture reprend progressivement pied (3,5%). L'Italie reste à la traîne (1,0%). La Grèce est même toujours sur le déclin (-0,8%). Le PIB de l'UE a progressé de 1,8% au 4ème trimestre 2015. Le taux de chômage va de 4,3% en Allemagne à 20,5% en Espagne ou à 24% en Grèce.

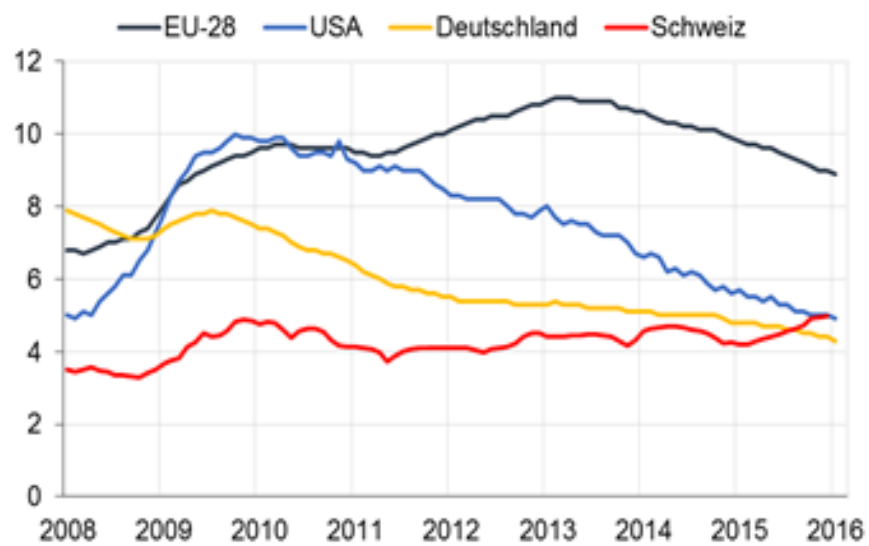
Graphique 1.1.1: Confiance des consommateurs aux USA
(université du Michigan, données désaisonnalisées)



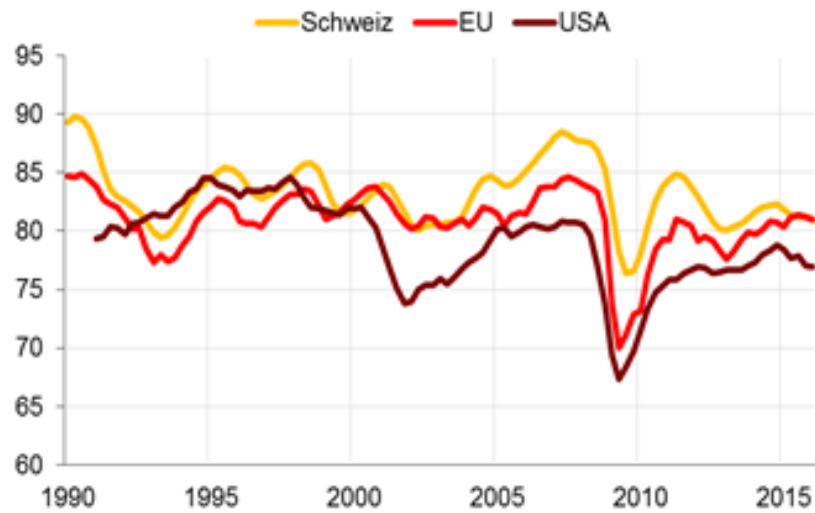
Graphique 1.1.2: Indice des acheteurs PMI dans la Zone Euro
(valeurs de PMI supérieures à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB)



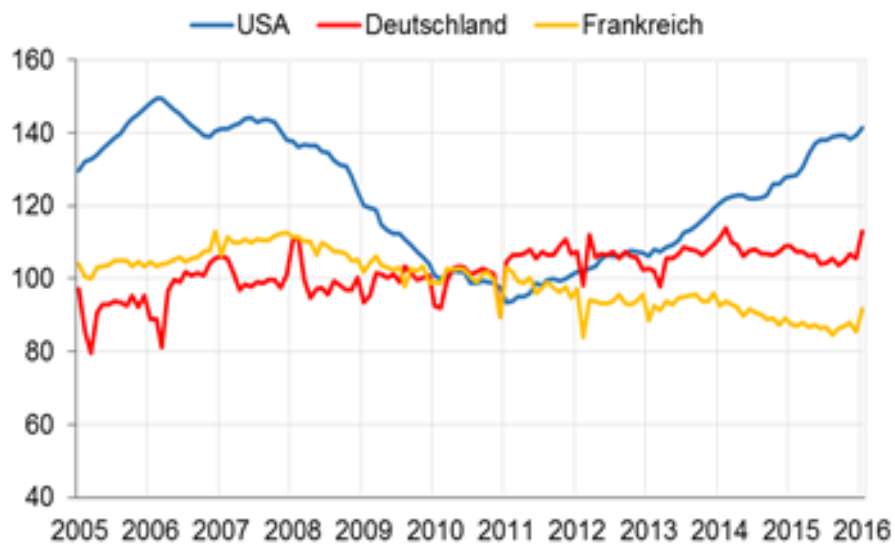
Graphique 1.1.3: Taux de chômage
(données désaisonnalisées, selon l'OIT en pourcentage)



Graphique 1.1.4: Exploitation des capacités dans l'industrie
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



Graphique 1.1.5: Activité de construction en Allemagne et en France, dépenses en construction aux États-Unis



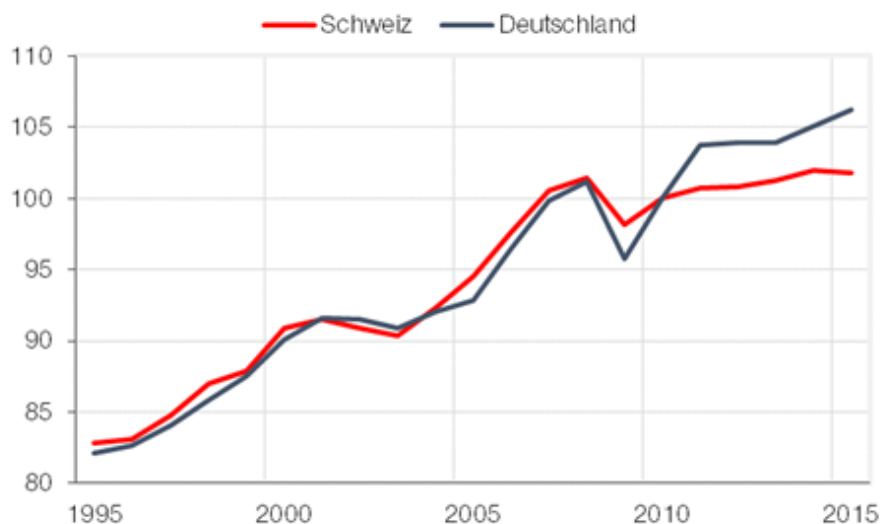
(2010=100, données désaisonnalisées)

1.2. PIB par habitant à la baisse, chômage en hausse

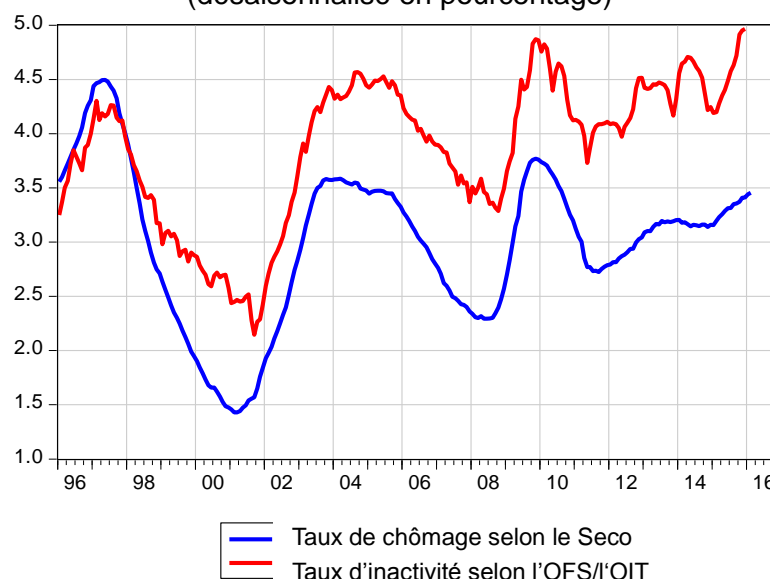
L'économie suisse souffre du franc surévalué. Le PIB a certes progressé de 0,9% durant l'année écoulée, mais cette croissance s'explique principalement par la croissance démographique d'un peu plus de 1%. La production économique par habitant s'est légèrement infléchiée dans notre pays (graphique 1.2.1): l'effet du franc surévalué devient particulièrement tangible quand on fait la comparaison avec l'Allemagne. Jusqu'en 2009/2010, la courbe du PIB par habitant était presque la même dans les deux pays. Mais, avec la forte appréciation du franc dès le début de l'année 2010 où le taux était de 1,50 CHF pour un euro, notre pays s'est fait distancer. La suppression du taux plancher au 15 janvier 2015 a creusé le retard de la Suisse. L'année dernière, le PIB par habitant suisse a même baissé. Aujourd'hui, le retard de croissance sur l'Allemagne frise les 5%.

Le chômage augmente. En février 2016, près de 16 000 personnes étaient inscrites au chômage auprès des ORP (données désaisonnalisées), ce qui équivaut à un taux de chômage de 3,5% (graphique 1.2.2.). En ajoutant les personnes radiées, le chiffre est largement supérieur. L'Office fédéral de la statistique affiche ainsi un taux de chômage de près de 5% (désaisonnalisé). Ces chiffres sont comparables au plan international car ils ont été recensés selon un standard de l'OIT. Force est de constater que la Suisse perd son statut de leader international. L'Allemagne a d'ores et déjà dépassé la Suisse (4,3%). Le fait de voir de plus en plus de personnes de 50 ans et plus ou 55 ans et plus concernées est particulièrement préoccupant. Elles ont de grosses difficultés à retrouver un emploi une fois qu'elles sont au chômage.

Graphique 1.2.1: PIB effectif par habitant
(2010=100)



Graphique 1.2.2: Taux de chômage et d'inactivité
(désaisonnalisé en pourcentage)



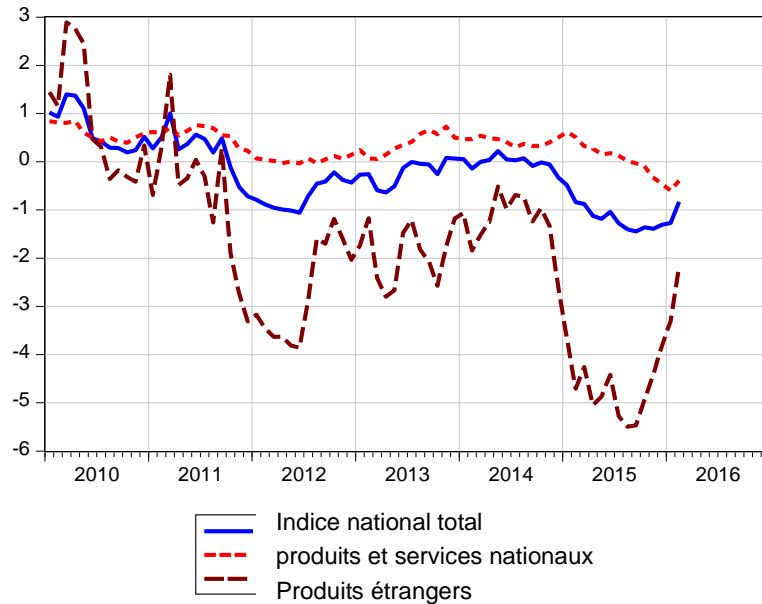
Le cours franc-euro s'est entretemps établi légèrement en-dessous de 1,10 francs. Le franc demeure fortement surévalué. Le taux de change "équitable" entre le franc et l'euro se situerait au-dessus de 1.30 CHF pour un euro, comme l'indiquent des comparaisons de prix entre la Suisse et l'étranger mais aussi des enquêtes auprès des entreprises. Depuis l'abandon du taux plancher au 15 janvier 2015, le nombre des chômeurs enregistrés a augmenté de près de 13.000 personnes (en données désaisonnalisées). Les destructions d'emplois se poursuivent. L'activité (à plein temps et à temps partiel) a augmenté de 0,9% au 4ème trimestre 2015 (par rapport à l'année précédente). A l'examen secteur par secteur, les différences sont toutefois importantes. Si l'emploi dans l'industrie a baissé de 1%, la baisse est encore plus forte dans les branches MEM avec par exemple -1,7% dans l'industrie des machines et -3,9% dans l'industrie des équipements électriques. Dans la construction, les effectifs sont restés largement inchangés (+0,1%). Le secteur tertiaire a progressé de 1,4% mais, là aussi, les tendances varient d'une branche à l'autre: -1,6% dans le commerce de détail, -1,6% dans l'hôtellerie et +3,7% dans la restauration

Les perspectives d'emploi dans les branches souffrant du franc surévalué, à savoir l'industrie, l'hôtellerie ou le commerce de détail demeurent négatives, comme l'indiquent les sondages de l'institut KOF de l'EPF. A cela s'ajoute que les employeurs dans les secteurs des banques, des assurances et de la construction prévoient aussi de réduire les effectifs. Le chômage devrait ainsi continuer d'augmenter dans les prochains mois (en données désaisonnalisées).

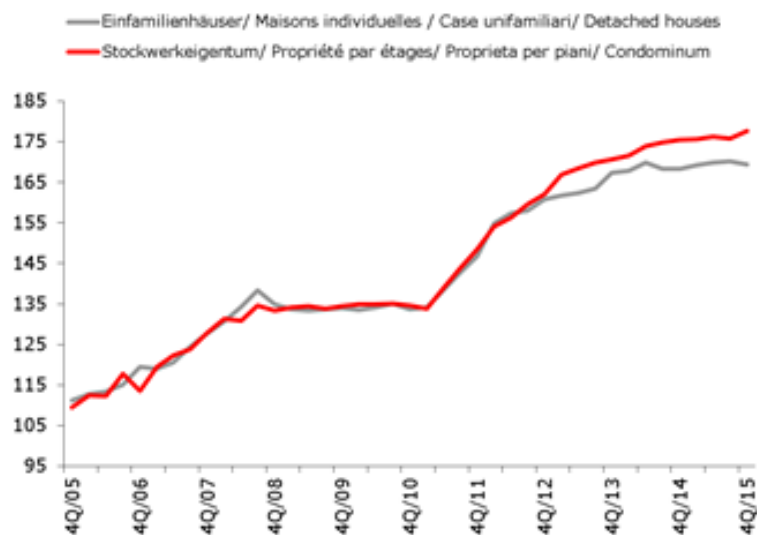
Le renchérissement est fortement lié au franc surévalué et au cours du pétrole. En février 2016, l'indice national des prix à la consommation a baissé de 0,8% (par rapport à l'année précédente). Grâce à des évolutions particulières (prix des vêtements, entre autres) le renchérissement a toutefois été légèrement moins négatif qu'en janvier (-1,3%). En revanche, les prix des produits nationaux ont commencé à baisser depuis un certain temps, ce qui est préoccupant (graphique 1.2.3). En février, ces prix nationaux ont baissé de 0,4%. Si elles peuvent sembler alléchantes à première vue pour les consommateurs, la plus grande prudence est de mise face à ces évolutions. L'installation d'une déflation (baisse des prix sur une large base) pourrait engendrer de graves problèmes économiques, par exemple quand les propriétaires immobiliers sont contraints d'injecter des capitaux propres parce que les prix de l'immobilier baissent alors qu'ils ne sont pas en mesure de fournir ces capitaux supplémentaires. Les spirales à la baisse engendrées par ces évolutions sont lourdes de conséquences. A l'heure actuelle, les prix de l'immobilier sont encore relativement stables en Suisse (graphique 1.2.4) mais la tendance générale à la baisse des prix ne doit pas s'accroître.

Graphique 1.2.3: Indice national des prix à la consommation
(variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)

Fehler! Es ist nicht möglich, durch die Bearbeitung von Feldfunktionen Objekte zu erstellen.



Graphique 1.2.4: Prix de l'immobilier
(d'après CIFI, 1997=100)



1.3. Si le franc ne baisse pas, le chômage continuera de croître et le renchérissement sera négatif

L'évolution future de l'économie suisse et plus particulièrement du chômage dépend dans une large mesure de l'évolution du taux de change. Comme le franc est nettement surévalué, il devrait en théorie se dévaluer sensiblement. L'histoire démontre toutefois que les cours des devises peuvent s'écarter longtemps des cours économiquement équitables. Avec une dévaluation sensible du franc, l'économie exportatrice serait rapidement entraînée par le mouvement de redressement mondial.

Les différents modèles de prévision de l'USS tablent sur une croissance du PIB de 1,1% en 2016 (tableau 1.3.1). L'économie intérieure et l'économie exportatrice continuent d'évoluer différemment. L'économie intérieure profite de la croissance démographique, des bas taux d'intérêts et d'un fort pouvoir d'achat dû à la baisse du cours du pétrole. L'économie exportatrice, par contre, ne sera pas sortie de l'auberge tant que le franc ne se dépréciera pas. L'aspect positif, c'est que la croissance économique persistante à l'étranger atténue au moins en partie les difficultés de débouchés dues au taux de change. Une surévaluation du franc cumulée avec une récession à l'étranger comme au milieu des années 1990 serait le pire scénario.

La faible croissance du PIB (graphique 1.3.1) ne suffit pas à créer suffisamment d'emplois pour préserver du chômage le nombre croissant de demandeurs d'emploi. La productivité augmente en moyenne d'un peu plus de 1,1% par an en Suisse. Si la croissance du PIB est plus faible que celle de la productivité, les entreprises auront besoin de moins de personnel. Le chômage augmentera. Les scénarios de l'USS prévoient un taux de chômage de 3,6% en moyenne annuelle pour l'année en cours. Le renchérissement devrait être de l'ordre de -0,7%, sachant que l'évolution effective des prix dépend fortement du cours du pétrole et de l'évolution du taux de change.

Graphique 1.3.1: Indice du produit intérieur brut
(Variation par rapport à l'année précédente)

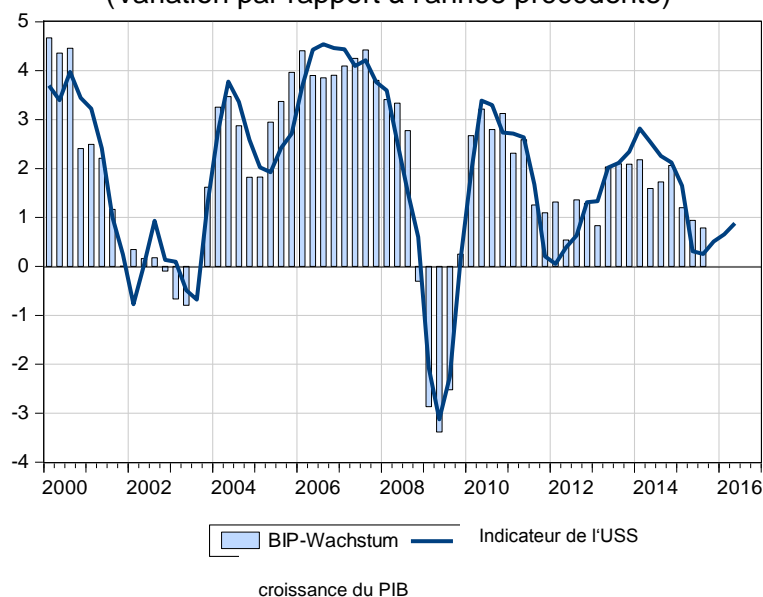


Tableau 1.3.1: Prévisions conjoncturelles choisies
(indications en pourcentages)

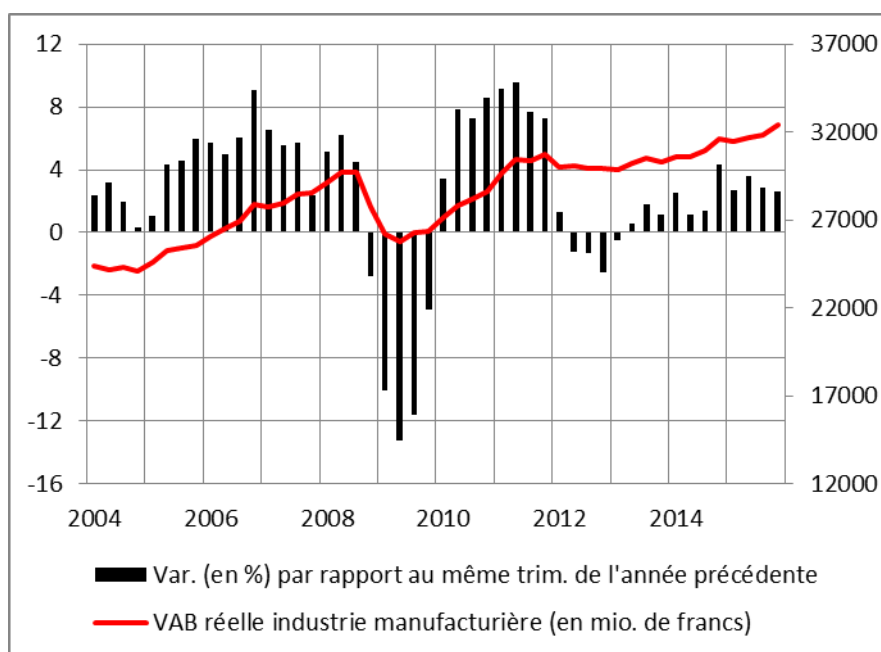
	<i>USS</i>		<i>KOF</i>		<i>Seco</i>		<i>Banque. nationale suisse</i>	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<i>Croissance du PIB</i>	1.1	-	1.0	2.0	1.4	1.8	1-1.5%	-
<i>Taux de chômage</i>	3.6	-	3.5	3.6	3.6	3.5	-	-
<i>Renchérissement</i>	-0.7	-	-0.7	0.1	-0.6	0.2	-0.8	0.1

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique est très rapidement rattrapée par la crise financière et économique. Il faudra attendre une année pour que la reprise se profile et qu'elle reparte sur une trajectoire orientée à la hausse. Comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), cette dernière dépassera le sommet atteint avant crise dès le deuxième trimestre 2011. Elle atteindra un nouveau « pic », en termes de valeur ajoutée, à fin 2011 pour montrer ensuite pendant deux ans une relative stagnation. Depuis 2014, le trend est à nouveau haussier et l'industrie manufacturière helvétique connaît un nouveau sommet au dernier trimestre 2015. La valeur ajoutée s'affiche tant en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,9%) que par rapport au niveau atteint une année auparavant (+2,6%). Ces statistiques montrent que, dans un contexte difficile – avec un franc toujours très fort –, l'industrie manufacturière prise globalement obtient encore de bons résultats. Quelle est l'appréciation des managers de l'industrie quant aux perspectives futures ?

Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 4^e trim. 2015, série désaisonnalisée



Source : SECO.

En mars 2016, l'indice des directeurs d'achat (PMI) gagnait 1,6 point pour clôturer à 53,2 points, soit son plus haut niveau depuis octobre 2014. Il s'inscrit ainsi nettement au-dessus du seuil de croissance, à 50 points (Graphique 2.1.2). Notons que si tous les sous-indices composant le PMI progressaient en mars 2016, le sous-indice « emploi » connaissait la hausse la moins marquée et restait largement en-dessous du seuil de croissance. En bref, si sur le front de l'emploi, la situation ne devrait pas s'améliorer, les attentes des managers dans l'industrie sont globalement plutôt positives. Comment les différentes branches exportatrices se sont-elles comportées sur la période récente ? Y retrouve-t-on l'optimisme des managers, au moins pour certaines d'entre elles ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI, de janvier 2001 à mars 2016, série désaisonnalisée



Source : Procure.ch/CS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait 41,7% des exportations totales de marchandises suisses en 2015 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 15,3%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,6%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7,1% et 5,8%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part dépassant les 28% au total des exportations de marchandises suisses.

Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2015

Branches	Mio. CHF	Part en %
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	84'668	41.7
<i>Machines et électronique</i>	31'055	15.3
<i>Horlogerie</i>	21'529	10.6
<i>Instruments de précision</i>	14'441	7.1
<i>Métallurgie</i>	11'795	5.8
<i>Bijouterie et joaillerie</i>	10'694	5.3
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'124	4.0
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'246	1.6
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'151	1.6
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	1'797	0.9
...
Exportations totales	202'939	100

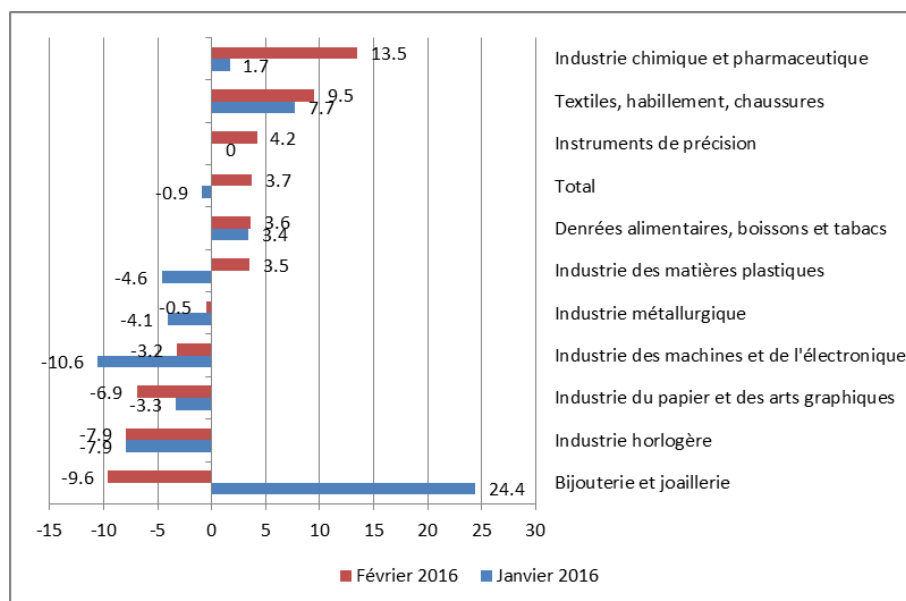
Source : AFD.

Comment se sont comportées ces mêmes exportations en ce début d'année 2016 ? Prises globalement et pour janvier 2016, celles-ci se contractaient de 0,9% – nominalement et corrigées des

jours ouvrables –, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente (Graphique 2.2.1). Quatre branches se distinguaient néanmoins en affichant des évolutions positives. Notons la très belle performance de la « Bijouterie et joaillerie » avec une hausse de plus de 24%. Suivaient le secteur « Textiles, habillement, chaussures », l'industrie alimentaire, des boissons et du tabac et l'industrie chimico-pharmaceutique qui ont vu leurs exportations augmenter de, respectivement, 7,7%, 3,4% et 1,7%. Le secteur des instruments de précision faisait du surplace. Les autres branches connaissaient des replis. Parmi celles-ci, l'industrie des machines affichait la plus forte contraction (-10,6%).

Qu'en a-t-il été en février 2016 ? Bonne nouvelle, les exportations prises globalement augmentaient nominalement et corrigées des jours ouvrables de 3,7%. Cette hausse s'explique néanmoins en très grande partie par la performance de l'industrie chimico-pharmaceutique : ses exportations croissaient, en effet, de 13,5%, portées par la demande de matières premières et de base (+48%) mais aussi de médicaments (+22%). Suivaient le secteur « Textiles, habillement, chaussures » (+9,5%), celui des instruments de précision (+4,2%), l'industrie alimentaire, des boissons et du tabac (+3,6%) et l'industrie des matières plastiques (+3,5%). Cinq branches voient leurs exportations se contracter. Notons que la « Bijouterie et joaillerie », après la très belle performance de janvier 2016, connaît la plus forte contraction (-9,6%) en février 2016. Les exportations horlogères sont à nouveau en recul en février 2016, et ce après janvier.

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en janvier et février 2016, variations nominales (en %), corrigées des jours ouvrables par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 56,5% de celles-ci s'y dirigeaient en 2015 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle était légèrement supérieure à 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 22,3% et 18,4% en 2015. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,1% en 2015. Les États-Unis, avec une part de 13,5%, sont en deuxième position. Viennent ensuite la France, l'Italie et le Royaume-Uni avec, respectivement, 6,9%, 6,3% et 5,8%. La Chine occupe le 6^{ème} rang en 2015 avec une part s'élevant à 4,4%.

Tableau 2.2.2 : Exportations par continents

<i>Continent</i>	2015 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2015
<i>Europe</i>	120'751	66.3	56.5
<i>Asie</i>	45'271	16.7	22.3
<i>Amérique</i>	36'108	14.5	18.4
- <i>Amérique du Nord</i>	29'172	11.8	15.2
- <i>Amérique latine</i>	6'564	2.5	3.1
<i>Afrique</i>	3'687	1.5	1.6
<i>Océanie</i>	2'525	1.0	1.2
Total	202'939	100	100

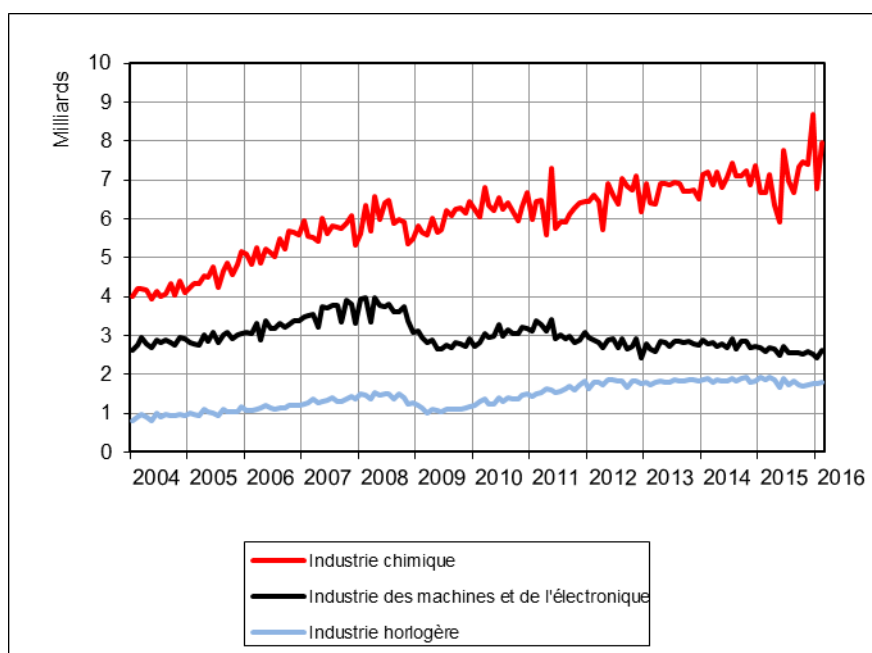
Source : AFD.

En février 2016, et du point de vue des différents marchés d'exportation, comment les ventes ont-elles évolué ? Les exportations suisses de marchandises progressaient avant tout vers l'Amérique du Nord (+18%), et surtout les Etats-Unis (+23%). Les exportations vers l'UE augmentaient de 2%. Elles croissaient de 18% vers les Pays-Bas, de 8% vers l'Italie et de 3% vers l'Allemagne. Elles diminuaient néanmoins de 8% en direction du Royaume-Uni. Les exportations vers l'Asie stagnaient au niveau de février 2015. Elles croissaient de plus de 30% et 35% vers la Chine et le Japon, mais reculaient de 29% tant en direction de Hong Kong que de l'Inde. Notons la très belle croissance des exportations vers l'Afrique (+63%), mais des reculs tant vers l'Océanie (-1,6%) que vers l'Amérique latine (-6,4%).

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 3.3). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet en mai 2011 et dépasser pour la première fois la barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) ! Après être très courtement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique se sont à nouveau positionnées sur un trend orienté à la hausse pour franchir à nouveau à plusieurs reprises la barre des 7 milliards, plus particulièrement en 2014. En juin 2015, c'est la barre des 7,7 milliards qui est dépassée alors qu'en décembre 2015, c'est celle des 8 milliards qui explose, avec des exportations approchant 8,7 milliards de francs. En février 2016, ces mêmes exportations frôlaient la barre des 8 milliards ! Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations se sont affichées depuis lors sur un trend clairement haussier. Celles-ci ont d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, elles se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint tant en avril qu'en juin 2008. En octobre 2014 et en janvier 2015, elles atteignaient de nouveaux sommets, à plus de 1,93 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Durant l'année 2015, les exportations horlogères ont continué à évoluer à un haut niveau en comparaison historique, mais en montrant une tendance légèrement baissière. En février 2016, les exportations horlogères frôlaient la barre des 1,8 milliards de francs... Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassait légèrement la barre des

3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente clairement en dessous de la barre des 3 milliards de francs. Elles tombaient même à un niveau inférieur à 2,5 milliards en mai 2015 et janvier 2016. Elles équivalaient à un peu plus de 2,6 milliards de francs en février 2016.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à février 2016, séries désaisonnalisées



Source : AFD.

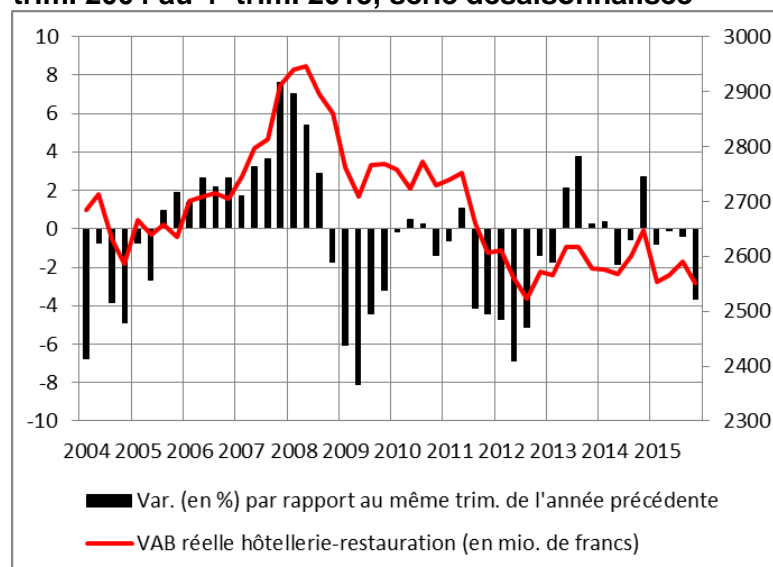
Quelles sont les perspectives pour les différentes branches exportatrices ? Pour les branches traditionnelles, à l'instar de l'industrie MEM, de la métallurgie ou encore celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir resteront difficiles. Ces branches sont sensibles aux variations du taux de change et un franc très fort ne pourra que peser sur leurs exportations. D'autres branches, à l'instar de l'industrie horlogère ou de la pharma, sont nettement moins sensibles aux variations du franc – le prix jouant un rôle moins déterminant pour ces dernières. À cet égard, l'industrie horlogère, qui a retrouvé sa superbe dans l'après-crise pour réaliser record après record au niveau de ses exportations au cours des années qui ont suivi, est touchée aujourd'hui par un certain ralentissement. Elle devrait néanmoins continuer à exporter à des hauts niveaux, même si ceux-ci seront peut-être légèrement inférieurs aux performances précédemment mentionnées. La force du franc n'est, en effet, pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Quant à l'industrie chimico-pharmaceutique, dans sa composante « pharma », elle ne devrait pas être excessivement pénalisée par la force du franc. L'industrie pharmaceutique fait, en effet, face à une demande relativement peu sensible. Ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci sont difficilement compressibles. Sur le moyen-long terme, le risque est, par contre, de voir les grands groupes pharmaceutiques délocaliser les activités dans tous les domaines où le site suisse n'ajoute pas un avantage compétitif d'importance. Les sous-traitants helvétiques du domaine pourraient également connaître des difficultés: les grands groupes pharmaceutiques pouvant faire le choix de s'approvisionner à bon compte auprès de sous-traitants étran-

gers devenus moins chers... La force du franc pèse, par contre, plus directement sur l'industrie chimique traditionnelle et ses exportations.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de début 2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse dans la deuxième moitié de 2011 et ce, alors que la branche n'avait pas encore retrouvé – même loin de là ! – les niveaux atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons qu'entre mi-2012 et fin 2014, la situation semblait s'être stabilisée et montrait même de sérieux signes d'amélioration. Or, dans un contexte plus difficile, marqué par l'abandon du taux plancher par la Banque nationale et l'appréciation conséquente du franc suisse, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie-restauration s'orientait à nouveau à la baisse en 2015. Elle s'affichait en baisse, au quatrième trimestre 2015, tant par rapport au trimestre qui précédait (-1,6%) que par rapport au niveau atteint une année auparavant (-3,7%).

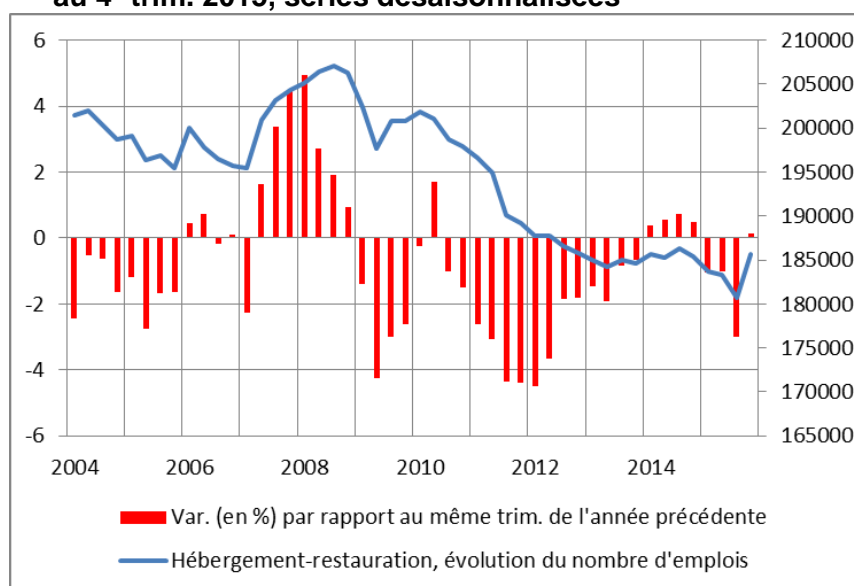
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 4^e trim. 2015, série désaisonnalisée



Source : SECO.

Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haussier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Dès mi-2013, la situation montrait de très légers signes d'amélioration. A fin 2014, l'emploi repart néanmoins à la baisse. Ainsi, après avoir occupé 207'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période sous-analyse en occupant un peu moins de 180'800 personnes au troisième trimestre 2015. L'emploi repart néanmoins à la hausse au quatrième trimestre 2015 (+2,7%), par rapport au trimestre précédent, pour approcher les 185'700 unités. Il se situe à un niveau très légèrement supérieur à celui atteint une année auparavant (+0,1%).

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 4^e trim. 2015, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Si la situation semblait quelque peu stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration en 2014 et montrait même certains signes d'amélioration, la valeur ajoutée de la branche s'est à nouveau orientée à la baisse en 2015. Un franc suisse trop fort ne peut que décourager les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse. A ce jeu, ce sont surtout les régions touristiques de villégiature qui souffrent, plus particulièrement encore si les conditions météorologiques ne sont pas optimales. Les régions urbaines où le tourisme d'affaires est plus prédominant s'en sortent généralement mieux. Quant à la population résidente en Suisse, la force du franc ne peut qu'encourager celle-ci à opter pour des vacances à l'étranger... En bref, les temps à venir resteront difficiles pour la branche touristique suisse.

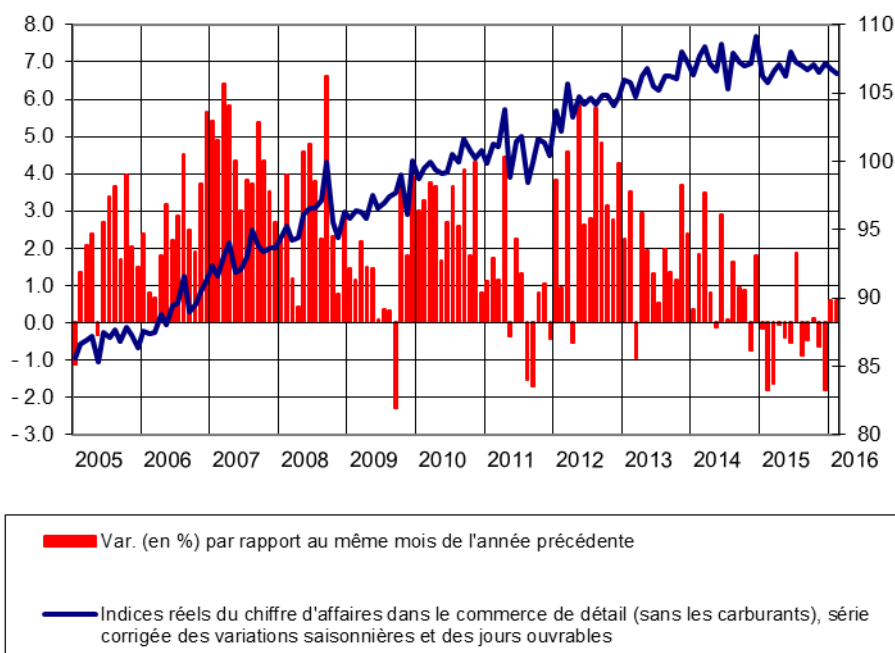
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, la branche du commerce de détail souffre d'un franc trop fort et du tourisme d'achat à l'étranger qui en découle. Dans la construction, si les indicateurs ont plutôt été orientés à la baisse depuis une année ou deux et si le secteur de la construction ne retrouvera pas les niveaux record atteints en 2014 en cette année 2016, il pourrait entrer dans une phase de consolidation à un relativement haut niveau en comparaison historique.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu a néanmoins été atteint en décembre 2014. L'indice s'orientait clairement à la baisse début 2015 – évolution que l'on peut expliquer, en grande partie, par la vague de tourisme d'achat à l'étranger suite à l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse et la très forte appréciation du franc qui en découla. Si l'indice remonte par la suite pour revenir à un relativement haut niveau en juin 2015, il affiche une tendance très légèrement baissière les mois suivants. En février 2016, il s'affiche en retrait (-0,4%) par rapport au mois précédent. Il se situe néanmoins à un niveau légèrement supérieur au niveau atteint le même mois de l'année précédente (+0,6%), en rappelant toutefois que le mois de février 2015 fut cependant un point bas cette année-là.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à février 2016



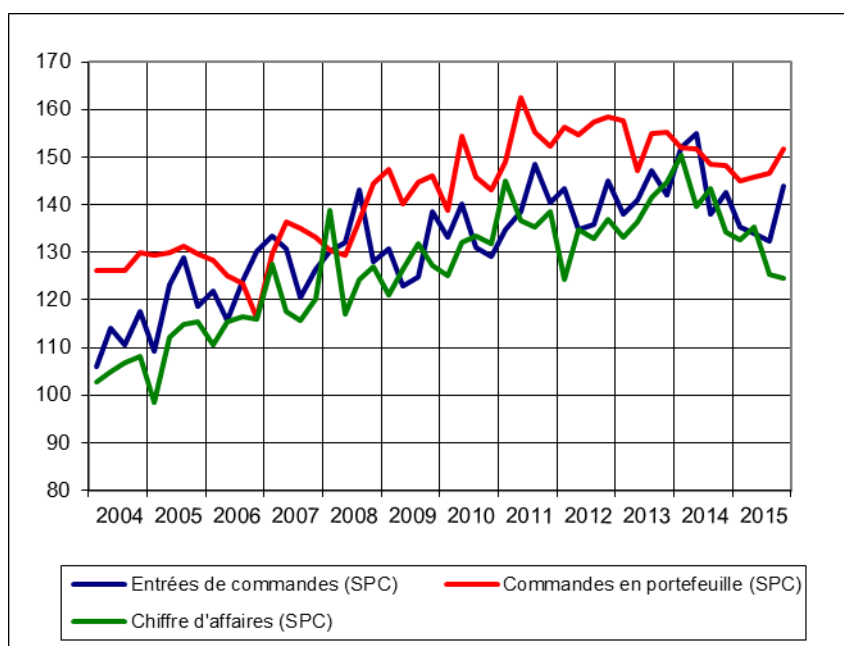
Source: OFS.

Depuis 2011, les activités dans le commerce de détail ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achat à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir. Avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, le tourisme d'achat – déjà à des niveaux élevés – a à nouveau pris l'ascenseur en 2015. Le chiffre d'affaires nominal a ainsi fortement reculé en 2015. Son pendant réel a également reculé mais dans une nettement moindre amplitude. Un solde migratoire qui restera positif en 2016 continuera néanmoins à soutenir la marche des affaires dans le commerce de détail. L'évolution du cours du franc jouera à nouveau un rôle décisif en 2016. Observons de plus que si, à moyen terme, certains secteurs importants du pays (industrie d'exportation, tourisme) devaient être mis en difficulté par la force du franc et qu'un chômage conséquent devait en découler, la dynamique du marché intérieur (et donc du secteur du commerce de détail) ne pourrait que s'en trouver également affectée.

3.2. Le secteur de la construction

Après avoir connu un certain tassement depuis une année ou deux ans, les affaires dans le secteur principal de la construction (SPC) semblent, en partie, reprendre du poil de la bête. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le SPC montre que la tendance avait été globalement haussière entre 2004 et la première moitié de l'année 2014, du moins pour l'indice lié au chiffre d'affaire et pour celui lié aux entrées de commandes (Graphique 3.2.1). L'indice lié aux commandes en portefeuilles avait déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011 pour connaître une phase de stagnation, voire de relative décroissance par la suite. Or, ce dernier indice mais aussi, et plus particulièrement, celui lié aux entrées de commandes montrent à nouveau une tendance haussière à fin 2015. L'indice lié au chiffre d'affaire est, par contre, toujours orienté à la baisse. Ce regain à la hausse des indices liés aux commandes est une bonne nouvelle et peut potentiellement indiquer que le secteur principal de la construction entre dans une phase de consolidation. Quant est-il de l'emploi dans la construction ?

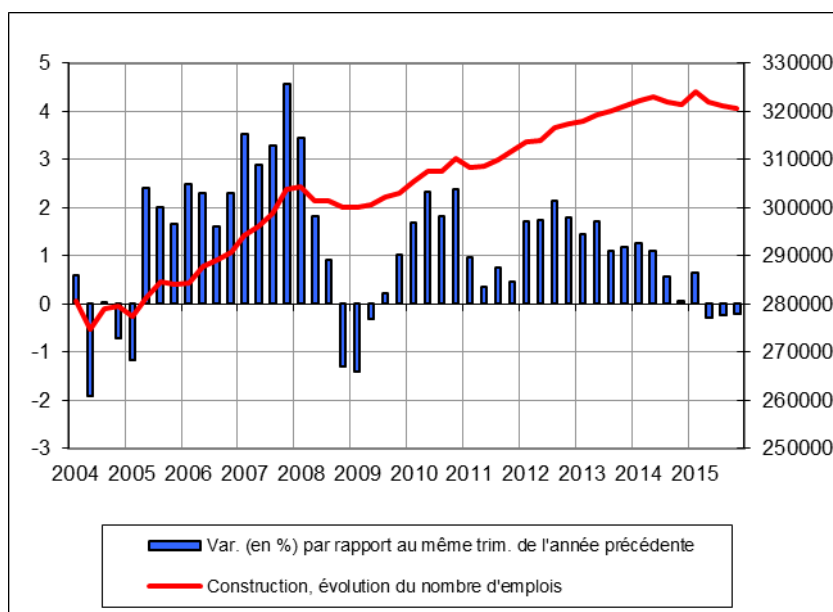
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 4^e trim. 2015, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis début 2009, et ce après la légère stagnation/décroissance qui fit suite à la crise (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! A cette dernière date, et en données désaisonnalisées, on passe ainsi pour la première fois la barre des 305'000 emplois. Un nouveau sommet absolu est atteint au premier trimestre 2015, avec un peu plus de 324'000 emplois. Depuis lors, l'emploi est stagnant et même en légère décroissance. Au quatrième trimestre 2015, l'emploi dépasse légèrement les 320'700 unités. Tant par rapport au niveau atteint une année auparavant que par rapport au trimestre précédent, il affiche un léger recul de 0,2%.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

Si le secteur de la construction en Suisse pris dans son ensemble a clairement présenté des signes d'essoufflement depuis une année ou deux ans, tout en maintenant néanmoins son activité à un relativement haut niveau en comparaison historique, nous avons vu que les indicateurs liés aux commandes dans le secteur principal de la construction montrent une certaine reprise sur la période très récente. L'emploi pour l'ensemble du secteur de la construction, après avoir plafonné en 2014 et être reparti à la hausse début 2015 – pour atteindre un nouveau sommet – a plutôt légèrement décro tout au long du reste de l'année 2015. Si l'indice de la construction réalisé conjointement par la SSE et le Crédit Suisse est orienté à la baisse depuis fin 2014, la tendance pour les prochains mois est néanmoins très légèrement haussière. Les experts de la SSE et du Crédit Suisse estiment ainsi que le secteur de la construction pourrait connaître une consolidation au niveau actuel, un effondrement étant très peu probable alors que les impulsions nécessaires pour revenir au très haut niveau de 2014 manquent. Observons qu'au niveau de la construction de logements, l'environnement est toujours très favorable avec des taux d'intérêt très bas et une population toujours en croissance. Si l'on ajoute que les besoins en habitations de la population résidante existent toujours, en particulier dans les grandes agglomérations, le potentiel à construire en Suisse reste présent. En bref, en 2016, le secteur de la construction ne retrouvera pas les niveaux record atteints en 2014, il devrait néanmoins se stabiliser à un relativement haut niveau en comparaison historique.